

CELEBRATION DU CENTENAIRE DU MOUVEMENT MUNICIPAL INTERNATIONAL

CONTRIBUTION DE CGLU Afrique Par Jean-Pierre Elong Mbassi, secrétaire Général de CGLU-Afrique



CENTENARY OF THE INTERNATIONAL MUNICIPAL MOVEMENT
CENTENAIRE DU MOUVEMENT MUNICIPAL INTERNATIONAL
CENTENARIO DEL MOVIMIENTO MUNICIPAL INTERNACIONAL

Le mouvement municipal mondial fête ses cent ans à l'occasion du 4^{ème} Congrès Mondial de CGLU que la Ville de Rabat accueille au nom de l'Afrique. Ceci me donne l'opportunité d'apporter mon témoignage sur la dynamique ayant débouché sur la création de l'organisation mondiale de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) en mai 2004.

J'ai été associé à l'aventure de CGLU alors que j'étais en poste au Partenariat pour le Développement Municipal pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale à Cotonou, Bénin. A ce poste, j'ai été chargé d'encourager et d'accompagner la naissance des associations nationales des collectivités locales en Afrique afin que celles-ci parlent d'une même voix sur la scène nationale d'abord, et sur la scène continentale ultérieurement. A cette époque (nous sommes en 1992/93) l'Afrique ne comptait qu'une seule réelle association africaine des autorités locales, l'Union des Villes Africaines (UVA) dont le siège était à Rabat au Maroc, les autres regroupements étant les succursales des deux plus grandes associations mondiales des autorités locales, IULA (international union of local authorities) et FMCU (fédération mondiale des cités unies).

La prise de conscience de l'utilité d'une expression originale des autorités locales sur les problèmes mondiaux est apparue avec l'organisation des grandes conférences mondiales des Nations Unies des années 1990, démarrée en 1992 avec la Conférence de Rio sur l'Environnement et le Développement (encore connu sous le vocable Sommet de la Terre). Ces conférences ont été l'occasion pour les autorités locales d'affirmer que le point de vue local n'est pas tout à fait le même que le point de vue national sur la conduite des affaires du monde. Pour que le volume de leur voix porte au niveau international, les associations des autorités locales ont ressenti le besoin de s'unir. C'est pourquoi dès le Sommet de la Terre, une dynamique de rapprochement s'est amorcée entre les organisations mondiales des autorités locales les plus dynamiques, à savoir IULA et FMCU, auxquels se sont jointes l'organisation des grandes métropoles du monde, Metropolis, et l'organisation mondiale des villes capitale, Summit, pour créer le Groupe des 4 (G4). Poursuivant l'effort de rapprochement amorcé à Rio, le G4 a été rejoint par les regroupements régionaux des collectivités locales les plus représentatives à savoir l'UVA en Afrique, CityNet en Asie, Eurocités en Europe, et l'Organisation des Villes Arabes, pour former ce qui a été connu comme le G4+.

J'ai été conseiller technique de l'UVA au sein du G4+ avec le regretté Mohammed Soumaré de ENDA Tiers Monde, et j'ai eu l'occasion d'accompagner et soutenir les leaders de l'UVA lors des réunions du G4+, en particulier le Secrétaire Général, M. Baddredine Senoussi, du Maroc, et le Secrétaire Général Adjoint, M. Mbaye Jacques Diop, du Sénégal. Lors d'une des réunions du G4+ en 1994, la décision a été prise de tenir la première assemblée générale des maires et autorités locales en marge de la deuxième conférence des Nations Unies sur les Etablissements Humains. L'UVA a été intimement associée à l'organisation de cette assemblée. Je me souviens qu'à New York, dans une réunion du G4+ tenue en septembre 1995 en marge des assemblées générales de l'ONU, a été posée la question de la préparation du projet de déclaration finale de l'assemblée mondiale des villes et autorités locales. L'UVA s'est portée candidate pour proposer un projet, et j'ai été chargé de rédiger ledit projet. J'ai été heureux de constater que le projet que j'avais préparé a été celui qui a été adopté pratiquement sans modification par la première assemblée mondiale des villes et autorités locales, les 30 et 31 mai 1996 à Istanbul en marge de la deuxième conférence des Nations Unies pour les Etablissements Humains (Habitat II). Cette déclaration demandait en particulier la création d'une coordination mondiale permanente des organisations des autorités locales.

C'est en réponse à cette demande, que le 7 septembre 1996, les présidents et représentants de ces associations se retrouvent à Paris à l'invitation du regretté Miche Giraud, alors président de la Région Ile de France et président de Metropolis, et fondent officiellement la « Coordination des Associations Mondiales des Villes et Autorités

Locales – CAMVAL ». J'ai eu l'honneur d'être nommé secrétaire général de la CAMVAL avec siège à Genève en Suisse.

Grâce en grande partie à l'action de la CAMVAL, les villes et collectivités locales ont progressé et ont été mieux considérées dans l'agenda de la coopération internationale dès la fin des années 90 et le début de la première décennie des années 2000. Une série de partenariats ont été conclus avec les institutions du système des Nations Unies dans l'objectif de mieux prendre en compte les préoccupations des autorités locales dans les projets et programmes de coopération. Au lendemain du Sommet Habitat II je me souviens d'avoir apposé ma signature au nom de la CAMVAL à côté de celle de M. Wally Ndaw, directeur exécutif de ONU Habitat, dans un protocole d'accord portant création de l'Alliance des Villes (Cities Alliance), une structure dont la réputation au service des autorités locales s'est affirmée depuis.

En tant que secrétaire général de la CAMVAL j'ai par ailleurs eu comme mandat de travailler à l'approfondissement du rapprochement des associations des autorités locales en vue l'unification du mouvement des autorités locales au niveau mondial. Ce rapprochement a abouti à l'organisation d'une assemblée générale d'unification de IULA et FMCU tenue à Rio de Janeiro, Brésil, en Juin 2001. Trois années plus tard, en 2004, grâce aux efforts de tous, mais aussi à une conjonction heureuse qui a voulu que la présidence des deux principales organisations internationales à l'initiative de l'unification soit assurée par deux maires africains, à savoir Max N'Gandwe, pour IULA, et Daby Diagne, pour FMCU, CGLU naissait sous les fonds baptismaux lors du congrès fondateur tenu à Paris en mai 2004.

A la veille du premier congrès de CGLU en mai 2004 à Paris, j'ai le souvenir de discussions passionnantes et passionnées avec Abdul Aziz Al Adssani, secrétaire général de l'OVA, avec Jeremy Smith, alors secrétaire général de LGIB, avec Elisabeth Gateau, fraîchement nommée secrétaire général de CGLU, avec Alain Lesaux, de Metropolis, avec Paolo Morello Secrétaire Général de la FMCU concernant la nécessité d'arriver au congrès de CGLU avec une liste consensuelle pour la présidence de la nouvelle organisation unifiée. J'ai été associé à ces pourparlers qui ont débouché sur la constitution d'un ticket comprenant *Sao Paolo* (Marta Supplicity), Présidente ; *Paris* (Bertrand Delanoë), premier Vice Président, et *SALGA, South Africa Local Government Association* (Father Smangaliso Mkhathshwa), deuxième Vice Président. Ce premier congrès d'unification du mouvement mondial des autorités locales a été vécu comme un moment d'accomplissement pour moi, comme pour beaucoup d'autres ayant participé à cette exaltante aventure. Il a permis de réaliser enfin le rêve caressé dès 1913 de voir les autorités locales du monde s'exprimer d'une seule voix.

Il me semble également utile de rappeler que cet effort d'unification au niveau mondial a été relayé au niveau africain dans le cadre de la dynamique des sommets Africités organisés en Afrique depuis 1998. Au départ les organisations d'autorités locales du continent étaient regroupées suivant l'ascendant colonial et la langue officielle en découlant : AULA (*African Union of Local Authorities*) regroupant essentiellement les collectivités locales de langue anglaise ; UCCLA (*Unao dos Cidades y Capitaes Lusofono Africana*), de langue portugaise ; et l'UVA (*Union des Villes Africaines*) de langue française. A l'occasion des Premières Journées de la Commune Africaine tenues à Abidjan, Côte d'Ivoire, en janvier 1998 (Africités I) les membres des trois regroupements décidaient d'instituer un cadre permanent de concertation entre autorités locales d'Afrique, cadre de concertation qui sera transformé en un Conseil des Communes et Régions d'Afrique (CCRA) à l'occasion du Sommet Africités II à Windhoek, Namibie en mai 2000. Le mouvement d'unification s'est ensuite consolidé lors du Sommet Africités III à Yaoundé, Cameroun, en décembre 2003, par la mise en place d'une direction intérimaire du CCRA qui a reçu mandat d'organiser la participation de l'Afrique au congrès mondial de CGLU en mai 2004, et de préparer la mise en place de l'organisation panafricaine des autorités locales. Lors du congrès fondateur tenu à Tshwane, capitale de la République Sud Africaine, du 15 au 20 mai 2005, l'organisation panafricaine reçoit le nom de Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLU-A). Le Congrès adopte les statuts de l'organisation, institue un comité exécutif de 15 membres représentant les 5 régions d'Afrique, et élit la direction politique de l'organisation comprenant le président et un vice président pour chaque région d'Afrique. Le comité exécutif me désigne par ailleurs comme secrétaire général de CGLU-A. Malgré les difficultés nées de la jeunesse du mouvement et des soubresauts liées à l'histoire même du mouvement de la décentralisation sur le continent, des progrès importants ont également été enregistrés en Afrique. Les autorités locales d'Afrique doivent se féliciter du rôle qu'elles ont joué et qu'elles continuent de jouer dans l'émergence comme dans la consolidation de l'unité d'action des collectivités locales de par le monde. Cela leur donne en même temps le devoir de continuer à travailler au renforcement de leur propre unité, et de se mobiliser pour que l'Afrique ait toute sa place au sein et dans l'agenda du mouvement mondial des autorités locales.

QUELQUES GRANDS MOMENTS DE LA VIE DU MOUVEMENT MUNICIPAL AFRICAIN

